

**RAPPORT N° 2022/6-33
Au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022**

OBJET

MARCHE DE PRESTATION DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES CFo, CFa, SSI, VOLETS ROULANTS ET EQUIPEMENTS DE RIVIERE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL (SEVI) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE POUR LE LOT N° 1

I. HISTORIQUE :

Suite à la décision du Bureau communautaire en date du 30 juin 2022 un marché de prestations de maintenance des installations et équipements du stade en eaux vives (SEVI) de Sainte-Suzanne a été conclu avec l'entreprise ACTENIUM REUNION SETB S.A pour le lot 1 (maintenance courants forts/faibles, SSI et pompes) pour un montant de 469 169,00 € HT.

Pour rappel, le marché a été lancé selon la procédure d'appel d'offres européen conformément aux articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique pour une durée de 4 ans et est composé d'une partie à prix forfaitaire pour les prestations de maintenance, de contrôles et de vérifications et d'une partie à prix unitaires sur bons de commande pour les prestations de remise à niveau et de réparation n'entrant pas dans le cadre du forfait pour l'ensemble des prestations.

Ainsi, sur la base du prix du marché le montant forfaitaire est de 326 644,00 € HT et le montant à prix unitaires est de 142 505,00 € HT.

Par ailleurs, une clause d'option 2 a été prévue dans le CCAP relatif à ce marché, conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique qui dispose que « le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage. »

C'est donc dans ce cadre qu'un avenant au marché est proposé en vue des travaux de réparation de l'arbre moteur et diverses pièces conducteur de la pompe n° 2 de 2 m3.

II. INCIDENCE FINANCIERE DE L'AVENANT

- Montant initial du marché :

- Montant de la TVA : 39 877,67 €
- Montant HT : 469 149,00 €
- Montant TTC : 509 026,67 €

- Montant de l'avenant :

- Montant de la TVA : 10 790,67 €
- Montant HT : 126 949,00 €
- Montant TTC : 137 739,67 €
- % d'écart introduit par l'avenant : +27%

- Nouveau montant du marché :

- Montant de la TVA : 50 668,34 €
- Montant HT : 596 098 €
- Montant TTC : 646 766,34 €

En résumé, ces adaptations font passer le montant révisé du marché de travaux de 469 149,00 € HT à 596 098 € HT (soit + 126 949,00 € HT), soit + 27 %.

Ce projet d'avenant a été validé par la Commission d'Appels d'Offres en séance du 1^{er} décembre 2022.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de prestations de maintenance et de contrôle réglementaires des ouvrages et installations du stade en eaux vives (SEVI) de Sainte-Suzanne passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 – pour un montant supplémentaire de 126 949,00 € HT (représentant + 27 % du montant initial du marché.
- Autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant du marché pour le lot n° 1 de 469 149,00 € HT à 596 098,00 € HT.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/6-33
Du bureau de la Communauté
En séance du 09 décembre 2022**

OBJET

MARCHE DE PRESTATION DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES CFo, CFa, SSI, VOILETS ROULANTS ET EQUIPEMENTS DE RIVIERE DU STADE EN EAUX VIVES INTERCOMMUNAL (SEVI) – AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER L'AVENANT N° 1 AU MARCHE POUR LE LOT N° 1

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-33 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de prestations de maintenance et de contrôle réglementaires des ouvrages et installations du stade en eaux vives (SEVI) de Sainte-Suzanne passé avec l'entreprise HYDROTECH pour le lot n° 1 –pour un montant supplémentaire de 126 949,00 € HT (représentant + 27 % du montant initial du marché.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cet avenant faisant passer le montant du marché pour le lot n° 1 de 469 149,00 € HT à 596 098,00 € HT.

Nombre de votants : 15 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

19 DEC 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

